



## INTERVIEW À SHINDOUK OULD NAJIM

**LES ECHOS (MALI), LE CALAME (MAURITANIE), L'AUTRE QUOTIDIEN (BENIN),  
L'ENQUETEUR (NIGER) ET [AFROLINE.ORG](http://AFROLINE.ORG) (ITALIE)**

Shindouk Ould Najim est le chef exilé de la communauté des Oulad Najim. Le territoire de sa tribu se trouve à 120 km au nord-est de Tombouctou, au Mali. Là, il a fait construire la première école du désert et réhabilité les puits de ses ancêtres. Il a épousé une Américaine, Miranda. En mars 2012, Shindouk et sa famille fuient in extremis Tombouctou investie par des groupes armés et des islamistes et vont se réfugier en Nouvelle-Écosse, au Canada. Depuis l'apparition du terrorisme en zone saharienne jusqu'au retour des Touaregs de Libye en 2011, puis l'arrivée en nombre de jihadistes, la fuite avec les siens en Amérique et l'intervention des troupes françaises en janvier 2013, Shindouk a retracé dans un ouvrage collectif publié en 2013 (*Je reviendrai à Tombouctou: Un chef Touareg témoigne*, de S. O. Najim, Laurence Ammour et Jean-Luc Peduzzi, Ed. Ixelles) l'histoire de son pays et les fractures de la société malienne. Dans cet entretien accordé à des médias africains, Shindouk fait part de ses espoirs sur l'accord de juillet entre le gouvernement malien et les rebelles, mais aussi ses craintes sur la non instauration d'une paix durable au Mali et dans la région du Sahel. « Ce qui fait cruellement défaut c'est un système d'administration efficace, incorruptible, honnête et surtout patriotique basé sur le principe de la justice sociale », souligne-t-il. « Il revient aux autorités maliennes et à elles seules de faire respecter la loi et de ne pas pratiquer l'impunité ».

**Le gouvernement malien et les rebelles séparatistes du nord Mali ont signé le 24 juillet dernier un accord qui établit une feuille de route avec la perspective d'un accord final à l'automne sur le partage du pouvoir, excluant une indépendance de la région nord du pays. Quelles sont les chances de voir cet accord aboutir ?**

Les chances pour cet accord d'aboutir sont entre les mains des deux parties, elles seules sont responsables face à l'histoire de l'homme et à Dieu ; la réussite et la pérennité de cet accord dépendent uniquement de la volonté des deux parties. Les autorités maliennes doivent poursuivre leur engagement et les rebelles séparatistes respecter les accords. C'est d'autant plus crucial autant pour le gouvernement que pour les rebelles qui n'ont plus la confiance de la population du nord Mali. Cette population, épuisée par cinquante ans de conflits, n'a connu que la marginalisation de la part des autorités maliennes et le mépris des rebelles en temps de guerre ; et l'abandon des premiers avec la déstabilisation des seconds en périodes de paix. Nombreux sont ceux qui sont découragés par ce jeu. Plusieurs communautés ont quitté définitivement le territoire et renoncé à leur nationalité malienne pour s'installer définitivement au Ghana, au Burkina ou en Mauritanie. À ce rythme, ils iront aussi au Niger et en Algérie. Il revient donc au gouvernement malien et aux rebelles de respecter leurs engagements. Le peuple a le droit de vivre en paix et en harmonie sur son propre territoire.

## **Quels sont le rôle et l'implication du Haut conseil de l'Azawad (HCA) fondé en mai par des notables Touaregs de la région de Kidal ?**

Le HCA est composé des leaders touareg les plus influents de la région. C'est la plus grande force politique et populaire au nord du Mali. Avec l'aide des autorités maliennes, le HCA peut rassembler tous les autres partis, y-compris les plus radicaux, avec bien évidemment les sédentaires Songhaï et Peuls et en tenant compte des forces militaires du MLNA et MAA. Mais pour atteindre cet objectif, il faut que les autorités maliennes épaulent et soutiennent le HCA, tout en combattant les fléaux qui mettent en péril le bon fonctionnement de l'appareil d'Etat, à savoir la corruption, le favoritisme et l'injustice.

**Dans une interview accordé à Jeune Afrique, le président du HCA, Mohammed Ag Intalla a déclaré qu'il y a au sein de cette nouvelle instance de nombreux membres issus du Mouvement national pour la Libération de l'Azawad (MNLA) et du Mouvement islamique de l'Azawad (MIA). Or, ces deux groupes ne sont pas particulièrement appréciés par la population au sud du pays, voire selon certains experts, même au nord. Quelles sont les chances que le HCA puisse être accepté par la population malienne comme acteur majeur pour la solution du conflit malien ?**

Aujourd'hui le Mali se trouve à l'aube d'une réconciliation nationale ; la réconciliation d'une nation formée de diverses cultures, communautés et ethnies, qui a connu cinquante ans de souffrances infligées par une rébellion insensée. Je pense que le Mali qui a vécu 800 ans de paix et de stabilité, le berceau du savoir africain et le pays de grands hommes qui ont marqué l'histoire de l'humanité, ne pas peut continuer ainsi. Si la population du nord, et les Touaregs en particulier, refusent de reconnaître le gouvernement malien comme interlocuteur, nous n'avancerons jamais vers la paix. Je pense que la paix, le pardon et la justice vont de pair. Il faut penser à l'avenir, pardonner le passé mais ne jamais l'oublier.

**À titre personnel, la lutte armée est-elle la seule option de revendication pour les Touaregs ?**

Aucun conflit au monde ne peut être résolu à coups de canon, on finit toujours par trouver une solution autour de la table des négociations, et ceci est particulièrement vrai dans le cas du conflit Touareg, qui reste très complexe.

**Le nord du Mali n'a jamais connu l'accalmie : même en période de paix, les razzias et autres enlèvements de véhicules et de bétails sont constatés : que faut-il faire pour combattre efficacement ce fléau?**

La paix est du ressort des autorités maliennes. Elles seules peuvent dicter les lois et en assurer le respect. Si un voleur peut se permettre de voler plusieurs fois, c'est qu'il a la certitude de ne pas être puni. Au nord du Mali, un homme arrêté pour avoir volé du bétail ou une voiture est libéré au bout de quelques heures. Ce qui fait cruellement défaut c'est un système d'administration efficace, incorruptible, honnête et surtout patriotique basé sur le principe de la justice sociale. Il revient aux autorités maliennes et à elles seules de faire respecter la loi et de ne pas pratiquer l'impunité.

**L'organisation sociale de la société touareg est-elle un atout ou un handicap aux négociations ?**

L'organisation sociale de la société touareg ne peut être que positive. C'est ce même modèle qui a permis d'unir le Mali, de l'empire Mandingue au royaume Songhaï. Le grand mal du pays aujourd'hui c'est que cette organisation a tendance à disparaître et à être remplacée par une démocratie de surface, qui en réalité n'est rien d'autre que le pouvoir de la rue où chacun pense qu'il peut faire sa propre loi.

### **Selon vous, faut-il l'autonomie ou l'indépendance, ou quel autre statut pour Kidal ?**

Pour Kidal, Tombouctou, et Gao en particulier, et pour le reste du Mali en général, la solution ne peut être que l'autonomie. Nous sommes au vingt-et-unième siècle, la mentalité des Touaregs, Songhaïs et Peuls a beaucoup changé et il ne faut pas se laisser tromper par les illusions du passé. Aujourd'hui un Touareg, un Songhaï ou un Peul regardent la télévision, écoutent la radio et surfent sur le net. Le monde a beaucoup évolué en très peu de temps, et les Touaregs ou autres nomades ne font pas exception. Même si le Nord a trouvé un équilibre même précaire sans autonomie, cette situation ne peut perdurer et être une solution à long terme.

### **Que se passera-t-il le jour où le président du HCA, Mohammed Ag Intalla, ne sera plus là ?**

C'est une grande question, car cet homme est très écouté et respecté par les Touaregs du monde entier. Son départ serait une perte énorme pour la société touarègue et pour la résolution des conflits dans le pays. Comme dit l'adage : « *Un homme peut construire une nation, mais une nation ne peut construire un homme* ».

### **Certains analystes des conflits armés pensent que la crise malienne a été réglée à moitié parce que le MNLA, à l'origine du déclenchement du conflit, a été ménagé, notamment par la France dans le cadre de l'opération militaire de libération du nord Mali. Qu'en pensez-vous ?**

C'est bien vu. Même si je ne suis pas d'accord avec le MNLA, et surtout pas avec leur revendication indépendantiste, il faut reconnaître qu'il s'agit d'une vraie force militaire et politique avec laquelle il faut discuter pour trouver une solution. Le MNLA tient la clef de Kidal entre ses mains. C'est donc dans l'intérêt de la nation malienne de communiquer avec eux. Il faut aussi reconnaître que sans leur contribution, le nord du pays n'aurait jamais été libéré des terroristes. Les combattants du MNLA ont apporté un soutien considérable à l'armée française, qui est une grande puissance mais ne maîtrise pas et ne connaît pas aussi bien le terrain.

### **L'opération de reconquête du nord Mali a favorisé l'implantation de forces armées extérieures dans certains pays limitrophes comme le Niger. Cette situation, qui est perçue comme un abandon de la souveraineté, ne constitue-t-elle pas une source supplémentaire de menace sécuritaire pour ce pays quand on sait que les groupes terroristes et djihadistes soutiennent se battre contre l'Occident ?**

Oui cela alimente et favorise la propagande des terroristes pour poursuivre faire le djihad, mais après leur débandade en 2013, peu sont ceux qui osent s'aventurer dans le Nord. « *A défaut de sa mère on tête sa grand-mère.* » Pour nos gouvernants, il s'agissait de choisir entre d'un côté des forces armées extérieures pour stabiliser leur pays et asseoir leur pouvoir, et de l'autre côté laisser les narcotrafiquants et autres terroristes conquérir leur territoire. Le choix a été vite fait. Le Sahel se trouve à dix-sept heures de voiture du Maghreb, qui lui est aux portes de l'Europe. Je pense donc

que les forces extérieures se soucient plus de leur propre sécurité que des ressources minières, même si à la longue ces calculs sont aussi des stratégies économiques et politiques.

**Le Niger a aussi connu des rebellions armées touarègues dans sa partie septentrionale qui ont trouvé de solutions négociées. Mais certains engagements pris en 2007, comme la réinsertion des ex-combattants démobilisés, n'ont pas été encore respectés à cette date. Au regard des liens étroits existant entre les communautés touarègues maliennes et nigériennes, n'y a-t-il pas de risques de nouvelles dissidences touarègues au Niger ?**

Non. Ce qui a fait la réussite et la stabilité du Niger aujourd'hui c'est le même modèle malien mais prit au sérieux. Le secret du Niger c'est de faire la distinction entre Touareg rebelles armés et ceux qui sont innocents. Par ailleurs, les communautés nomades ont toujours été respectées et intégrées au sein de la société, et les chefs traditionnels peuvent eux-mêmes gérer leur problèmes communautaires tout en recevant un appui financier de l'Etat.

Les communautés du nord Mali et du Niger sont épuisés par cinquante ans de conflits, de répression et de révoltes, mais contrairement à elles, les Touaregs n'ont rien à perdre. Si les autorités du Niger et du Mali ne les prennent pas au sérieux, ils continueront à s'impliquer dans le trafic d'armes et à commettre toutes sortes d'actes de banditisme et de déstabilisation. Cependant, en considérant le contexte dans lequel se trouvent actuellement l'Afrique et le Maghreb, il est difficile de concevoir une révolte des Touaregs du Niger, même si l'on sait que Boko Haram est toujours prêt à leur tendre la main aux fins d'élargir ses alliances. De toute façon, les Touaregs du Niger n'ont aucun intérêt à reprendre les armes pour subir une autre répression armée.

**Cette viabilité croissante de l'exploitation du sous-sol dans la bande saharo-sahélienne donne à moudre aux espoirs indépendantistes touarègues ou toubous. Vous êtes assez bien placé pour estimer le poids des autres communautés - berrabiche, songhaï, peule, etc. – qui peuplent ces régions. Vous semble-t-il possible que tous ces partis puissent s'entendre autour de projets nationaux?**

C'est toujours la même question. La situation est très complexe et nécessite une force d'intervention extérieure. Aujourd'hui le Mali et le Sahel se trouvent dans une impasse. C'est le plus beau cadeau que la France puisse faire au pays, et ceci malgré les intérêts économiques et stratégiques qui se trouvent derrière son intervention.

Pour les communautés du nord Songhois, qu'il s'agisse de fonctionnaires, de cultivateurs, de pêcheurs ou de commerçants, pour les Peuls éleveurs ou les Berabish commerçants, la principale préoccupation reste la stabilisation de leurs territoires sous bannière malienne avec une large autonomie, plutôt qu'un projet séparatiste. Ils partagent les mêmes intérêts économiques, les mêmes territoires même si culturellement ils sont très différents. Ils ne peuvent pas se réunir autour d'un projet d'Etat séparé qui ne mènerait nulle part. Le cas du Sud Soudan en est la preuve. De plus, pour ces communautés, un Etat séparé signifierait se faire coloniser par les Touaregs.

**A cet égard, que pensez-vous de la situation de la Mauritanie ?**

La Mauritanie a sa propre stratégie, c'est la politique de la carotte et du bâton. Après avoir payé un lourd tribut et déclaré ouvertement la guerre à AQMI (Al- Qaida au Maghreb Islamique), sa position ferme contre le terrorisme lui a permis d'acquérir la stabilité d'aujourd'hui, tout en laissant libre cours à la religion musulmane qui est le fondement de sa Constitution. Le pays se trouve parmi les quatre républiques islamiques dans le monde. Ainsi personne ne peut utiliser l'islam comme argument pour déstabiliser le pays. Et ceci même si la majorité des Mauritaniens est pauvre et par conséquent plus vulnérable au recrutement terroriste. L'état veille et la population coopère bien.

*De Joshua Massarenti, Alexis Kalambry et Ian Mansour de la Grange, en collaboration avec Laurence Ammour*

© Les Echos, Le Calame, L'Autre Quotidien, L'Enqu et Afronline.org